

DEPARTEMENT
SAONE ET LOIRE
CANTON
PIERRE DE BRESSE
COMMUNE
ST GERMAIN DU BOIS

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

ARRETE DU MAIRE

Le Maire de la commune de Saint Germain du Bois

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2213-6-1 ;

Vu le code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 à R. 110-3 R.411-5, R.411-8, R.411-18 et R.411-25 à R.411-28

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ; livre I – 8^e partie – signalisation temporaire ; et les textes subséquents qui l'ont complété ;

Considérant que des travaux de création et raccordement branchement eaux usées sont à effectuer **47 Allée de la Balme**, à la demande de l'entreprise PERROT TP – 274 La Ville des Maréchaux –71310 SERLEY ;

Considérant que l'intérêt de la sécurité et de l'ordre public rend nécessaire la réglementation de la circulation sur cette portion de route ;

ARRETE

ARTICLE 1 : A compter du vendredi 3 mars 2023 et pour une durée de 15 jours, la circulation sera alternée manuellement avec empiétement sur la chaussée au niveau du **47 Allée de la Balme**, afin de réaliser les travaux énoncés ci-dessus.

ARTICLE 2 : Le stationnement sera interdit au droit du chantier hormis pour les engins réalisant les travaux.

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire résultant des présentes dispositions sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux et ce sous son entière responsabilité, la collectivité ne pouvant être aucunement incriminée dans cette mise en place, ni d'ailleurs dans tout incident ou accident découlant du chantier.

ARTICLE 4 : L'accès des riverains à leur propriété sera facilité et assuré par l'entreprise qui aura à charge de les avertir du chantier.

ARTICLE 5 : Toutes dispositions seront prises par l'entreprise afin de libérer la portion de voie concernée par le chantier de tout matériel et matériaux, chaque soir et lors des week-ends. Toutes mesures seront prises par ladite entreprise pour protéger et sécuriser les abords du chantier.

ARTICLE 6 : La remise en état de la chaussée et accotements est à la charge exclusive du permissionnaire.

ARTICLE 7 : La Secrétaire Générale, la Gendarmerie sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera adressée à l'entreprise chargée des travaux, à la CCBR.71 et à la DRI.

Fait à Saint Germain du Bois, le 23 février 2023

Mis en ligne le :

28 FEV. 2023



